



Ressources sur la **non-violence**

Bulletin du Centre de ressources sur la non-violence

1945, Mullins, bureau 160, Montréal (Québec) H3K 1N9
Tél. : 514 272-5012 > crnv@nonviolence.ca > www.nonviolence.ca

Volume 5 > Numéro 3 >

Automne 2013



Construction des oléoducs :

Les citoyens ont-ils leur mot à dire ?*

Les risques associés aux oléoducs sont bien réels dans l'imédiat. Accidents, éclatements et fuites se sont multipliés ces dernières années. Pensons par exemple au déversement massif de la ligne 6 d'Enbridge, qui a répandu plus de trois millions de litres de bitume dilué dans la rivière Kalamazoo, au Michigan, en 2010. Le «dilbit», comme on l'appelle, ce produit des sables bitumineux albertains conditionné pour circuler dans les tuyaux, serait aussi visqueux que le beurre d'arachide, abrasif comme du papier sablé et si lourd qu'il s'enfoncerait rapidement au fond de l'eau, créant une contamination aussi toxique que pérenne.

Par exemple, un des oléoducs proposés ferait circuler des millions de litres de dilbit dans la région de Vaudreuil-Soulanges, sous la rivière des Outaouais, en amont des sources d'eau potable de Montréal.

Mais ces risques ne sont qu'une des explications de la mobilisation montante contre les nouveaux oléoducs. Pour comprendre les passions qui s'éveillent, il faut également prendre en compte les dangers plus globaux et en apparence « distants », mais non moins réels, associés aux gaz à effet de serre et leurs effets sur le climat mondial, sans oublier les conséquences dévastatrices multiples de l'exploitation des sables bitumineux albertains.

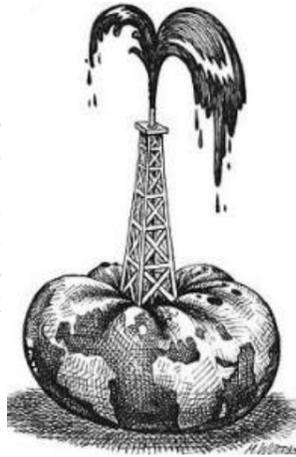
Ces nouvelles infrastructures auront pour effet d'entretenir pour de nombreuses décennies encore notre dépendance au pétrole et aux énergies sales qui, nous le savons aujourd'hui, menace le futur et cause déjà des famines en Afrique, la fonte des pôles et du Groenland, le dégel du pergélisol, la disparition des Maldives et du Bangladesh, ainsi que d'intenses désastres — incendies, inondations, ouragans près de chez nous et partout sur le globe.

Les oléoducs aujourd'hui, c'est comme le toxicomane qui promet l'abstinence, mais veut d'abord qu'on lui installe la machine à perfusion automatique pour économiser sur les seringues...

L'émancipation citoyenne saura-t-elle prévaloir ?

Les citoyens ont toujours leur mot à dire et l'occasion de poser des gestes fondateurs.

La question consiste en fait à savoir **qui des grands empires pétro-capitalistes de carburant aux énergies sales et des voix de l'émancipation citoyenne mondiale saura prévaloir**. Tout se joue présentement et nous ne pouvons pas continuer de pelleter nos déchets dans la cour des générations futures pour nourrir la folie d'accumulation et l'hyperconsommation égoïste d'une minorité globalitaire, le fameux 1 % sur qui l'action prophétique d'Occupy a pointé le doigt.



Si nous avons déjà su repousser les frontières de l'espace démocratique pour forcer la création d'audiences publiques et y intervenir, nous saurons encore reconquérir nos droits.

Quand les puissants changent les règles pour nous taire, il nous appartient de défier les règles et de reprendre la parole. En ce sens, seule l'obéissance aux nouvelles règles, ou à l'inverse, notre défi courageux, définira à terme la capacité citoyenne d'intervention, et ce, malgré l'arbitraire et la volonté des gouvernements ou des entreprises de nous museler.

Nous avons le pouvoir. Ne l'oublions pas.

D'une part, je crois qu'il faut, encore et toujours, s'inspirer du succès d'autres mouvements ailleurs sur le continent et dans le monde. Il faut notamment étudier de près la façon dont les mouvements d'opposition au projet Northern Gateway, dans le nord de l'Alberta et en Colombie-Britannique, et au projet Keystone XL, aux États-Unis, s'y sont pris pour remporter les succès qu'on leur connaît. Quelles alliances ont été soudées? Quels moyens d'action ont porté fruit? Quelles sont les innovations et les réalisations que l'on peut adapter?

D'autre part, il faut travailler notre créativité, aussi bien tactique, politique qu'artistique.

Par exemple, un des succès de la campagne *Moratoire d'une génération* a été la marche menée de Rimouski à Montréal, au printemps 2011, durant laquelle le gouvernement libéral a adopté le tout premier moratoire sur les gaz de schiste, imposé sous le fleuve St-Laurent et sur les îles à l'ouest d'Anticosti, en plus d'annoncer, la veille de notre entrée à Montréal, qu'aucune fracturation n'aurait plus lieu dans toute la vallée du St-Laurent, moratoire « de facto » qui dure depuis.

Une marche le long du tracé de l'un de ces pipelines aurait un potentiel important de sensibilisation et de mobilisation. Il conviendrait toutefois de remodeler le projet sous une nouvelle formule, plus originale. Au lieu d'une marche, par exemple, on pourrait parler d'une inspection citoyenne, d'un pèlerinage de protection, d'un sentier des villages, d'un rallye des énergies vertes, etc.

* Entretien avec Philippe Duhamel (Extraits)

Pour lire sur les grandes lignes d'une action possible d'opposition non-violente à la multiplication des oléoducs : www.nonviolence.ca

Printemps 2012

Le déséquilibre social au cœur de la grogne*



En Amérique, en Europe et dans le monde arabe, nous faisons face aux mêmes déséquilibres et à des dynamiques sociales similaires : précarité croissante des conditions sociales de la jeunesse mesurée par des taux de chômage ahurissants, des régimes de contraintes imposés aux États par les instances financières, l'influence abusive des possédants sur la condition de vie générale des populations et le pouvoir considérablement diminué des instances publiques d'agir sur les leviers économiques.

Le conflit étudiant au Québec, tout comme le mouvement *Occupy* qui l'a précédé, et le mouvement *Idle No More* qui les a suivis ne sont que les premiers symptômes d'un mal-être dont souffrent nos sociétés de plus en plus étanches aux besoins et aux aspirations des nouvelles générations.

Mais pour comprendre la détérioration du climat social qui a marqué la crise du printemps 2012, il faut par ailleurs remonter aux racines de l'escalade, au tournant radical de la répression.

2001 : une année charnière au Québec

Tout au long des années 90, les organismes québécois de défense des droits sociaux et militant pour un juste équilibre social se sont sensibilisés, mobilisés et opposés aux Accords multilatéraux sur les investissements (Opération SALAMI). Cette opposition s'est manifestée par de nombreuses campagnes citoyennes d'action publiques et de désobéissance civile non-violentes. Elle donna lieu à plusieurs confrontations avec les autorités policières, qui se déroulèrent dans un climat qui était tout ce qu'il y a de plus civilisé. De part et d'autre, une retenue était de mise. Les manifestations non-violentes menaient parfois à des arrestations et à des procès qui se transformaient en forums pour sensibiliser et faire avancer des enjeux importants. On n'avait pratiquement jamais vu

d'actions citoyennes et de contrôle policier tourner à la confrontation ou dérapier vers des situations de violence et d'agressions armées.

L'année 2001 a été une année-charnière, avec le Sommet des Amériques à Québec en avril 2001 et les attentats du 11 septembre 2001. La dynamique des pouvoirs sociaux et politiques au Québec s'est profondément transformée. En préparation du «Sommet des Amériques» de Québec, le gouvernement fédéral avait investi plus d'un milliard de dollars en mesures de sécurité et



en équipement de contrôle des foules pour faire face à des manifestations du type de celles vues à Seattle deux années auparavant.

La tenue d'un Sommet mondial de dirigeants, de gens d'affaires et de figures éminentes du système financier à Québec pour discuter derrière des portes closes de l'avenir économique de la planète a eu donc son effet. L'événement mondial a aussi attiré des méthodes confrontationnelles de lutte sociale et politique dont celles des mouvements anticapitalistes ainsi que les tactiques militantes de type Black-Block bien connues et utilisées par certaines factions anarchistes et communistes libertaires européennes. C'était une situation de « jamais vu » au Québec.

Malgré l'imposante structure de sécurité, le sommet de Québec de 2001 a ainsi tourné à la foire d'empoigne entre les militants radicaux tous azimuts et les forces de l'ordre. La

ville de Québec fut transformée en un véritable siège anti-citoyen où les forces de l'ordre firent un usage massif de l'arsenal d'équipement de contrôle des foules. Cet événement fut un tournant des dynamiques de lutte sociale au Québec et est devenu un véritable symbole pour certains militants plus radicaux, illustrant le gouffre entre les citoyens et l'État.

Dorénavant, l'État québécois avait démontré qu'il était prêt à tout pour protéger les puissants de ce monde contre le citoyen indigné. Les forces policières, la main armée de l'État, pourraient utiliser sans retenue toute leur nouvelle puissance répressive contre les citoyens revendicateurs.

Le citoyen «terroriste»

Les événements du 11 septembre 2001, sont venus par la suite consolider cette polarisation entre la menace que pouvait constituer certains citoyens, « terroristes potentiels », et la nécessité de protéger les structures de l'État. Les nouveaux paradigmes de la sécurité ont transformé tout citoyen politiquement actif en terroriste potentiel et toute perception de menace en nécessité d'acquiescer des équipements de sécurité par les instances de la Sécurité publique.

Nous sommes donc entrés dans une spirale, une escalade des perceptions de menaces entre certains groupes militants et les forces policières de l'État. L'ère du citoyen militant d'emblée suspect était dorénavant une incontournable réalité pour les instances de sécurité.

Dans une philosophie de révolution sociale, face à un système politique omnipotent et armé spécialement pour faire face aux citoyens, les militants devaient mettre à contribution tous les moyens à leur disposition pour déstabiliser les instances étatiques vues comme faisant partie d'un système politique d'oppression sociale.

**Ce texte est un extrait d'un ensemble déposé sous forme de mémoire à la Commission spéciale d'examen des événements du printemps 2012 (dite Commission Ménard). Pour lire l'entièreté de ce mémoire : www.nonviolence.ca.*

